

L'INDE ET SA PUISSANCE

PAR

AMINAH MOHAMMAD-ARIF (*)

L'Inde, qui a franchi il y a peu le cap du milliard d'habitants, a démontré spectaculairement en 1998, à travers ses essais nucléaires, qu'elle aussi aspirait à être reconnue au nombre des grandes puissances. Pourtant en 1947, l'année de son indépendance, l'Inde est un pays pauvre, affaibli économiquement par la colonisation britannique, miné par de graves disparités sociales. Seul son système politique lui permet de s'arroger le titre de plus grande démocratie du monde. Le rayonnement du Mahatma Gandhi est également tel que, grâce à lui, l'Inde jouit dans le monde d'une image forte, celle d'un pays tolérant, laïque et non violent. Elle va d'abord fonder une politique extérieure, celle du non-alignement. Mais les vicissitudes de la vie internationale vont en éloigner progressivement l'Inde, qui développe une politique reposant de plus en plus sur une vision réaliste de l'intérêt national et de la puissance. Outre un statut nucléaire revendiqué, cette politique peut désormais s'appuyer sur une puissance économique émergente et sur un *Soft Power* en voie d'expansion.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE INDIENNE : DU NON-ALIGNEMENT À LA PUISSANCE NUCLÉAIRE

L'époque du non-alignement

De 1947 à 1962 (date de sa défaite cuisante contre la Chine), l'Inde joue avant tout la carte de la force morale et s'impose comme l'un des leaders du mouvement des non-alignés. Elle s'oppose à la division de la planète en deux blocs et soutient les mouvements de décolonisation. Sa politique étrangère puise ses références dans les idéaux de Gandhi, ainsi que dans ceux de Jawaharlal Nehru, tous deux nourrissant en la matière des conceptions fondées sur la recherche prioritaire de la paix et la coopération entre les peuples (en particulier entre ceux originaires de ce que l'on appellera bientôt le tiers-monde). Ces principes s'enracinent dans l'idéologie du mouvement pour l'indépendance qui, dès le début du XX^e siècle, dénoncera l'impérialisme, et exprimera son soutien aux mouvements de résistance contre la domination et l'exploitation d'un pays par un autre. Cette condamnation de l'impéria-

(*) CEIAS/INALCO.

lisme va de pair avec une critique du racisme née de l'expérience vécue par les Indiens tout aussi bien en Inde même, sous les Britanniques, qu'en Afrique du Sud, un lieu devenu emblématique de la lutte menée par Gandhi. C'est également durant cette même période que se dessinent les prémisses des principes de politique étrangère dont l'Inde se fera le chantre, ceux du non-alignement. Ainsi, l'idée surgit déjà que la sécurité de l'Inde indépendante serait garantie grâce aux rivalités entre puissances occidentales entre lesquelles elle se garderait de prendre parti (1).

A partir de l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev en 1956, l'Inde reçoit le soutien de l'URSS. New Delhi voit en celle-ci non pas un modèle en matière idéologique mais un contrepoids face à la superpuissance américaine. Dès cette époque donc, les dirigeants du pays militent en faveur d'un monde multipolaire. Quant à l'URSS, elle voit en l'Inde un allié dans sa politique de coexistence pacifique et espère en outre isoler les Etats-Unis en constituant un large front anti-impérialiste. Les Soviétiques ne ménageront donc pas leurs efforts pour soutenir les initiatives de l'Inde sur la scène internationale. Ils feront notamment usage de leur droit de veto pour faire échouer à plusieurs reprises des résolutions occidentales de l'ONU en faveur de l'organisation d'un référendum au Cachemire.

La coopération de l'Inde avec l'URSS se fait également sur un plan économique et technologique. L'Inde, soucieuse de conserver son indépendance économique, se lance dans une politique de développement de son industrie lourde. L'URSS lui offre une assistance technique dans les domaines de la métallurgie et de la sidérurgie, du raffinage pétrolier, de l'extraction de charbon, de l'hydroélectricité et de la machine-outil, à laquelle s'ajoutent des transferts de technologie. Cependant, cette aide soviétique restera inférieure au total des contributions occidentales : entre 1954 et 1962, l'Inde ne reçoit de la part des pays communistes que 982 millions de Dollars, alors que le montant des aides occidentales s'élève à plus de 3,5 milliards de Dollars (2).

Parmi ces contributions occidentales figure en bonne place celle des Etats-Unis : ceux-ci apportent notamment leur assistance au secteur privé indien. Pourtant, les relations entre l'Inde et les Etats-Unis se marquent par des divergences qui sont avant tout d'ordre idéologique. Les Etats-Unis regardent d'un œil critique et soupçonneux la politique de non-alignement de l'Inde qu'ils considèrent comme portant préjudice au monde libre. L'Inde condamne quant à elle la politique américaine d'aide militaire au frère-ennemi, le Pakistan ; elle reproche aux Etats-Unis d'accompagner l'aide qu'ils lui octroient de conditions visant à lui faire modifier ses décisions de politique économique et de politique étrangère.

(1) Jacques POUCHEPADASS, « La part de l'histoire dans les relations internationales de l'Inde », *Relations internationales et stratégiques*, n° 22, été 1996, pp. 78-86.

(2) Max-Jean ZINS, *Inde : un destin démocratique*, Paris, La Documentation française, 1999, 158 pages.

En dépit des pressions américaines, l'Inde n'en reste pas moins fidèle, jusqu'au début des années 1960, à ses principes pacifiques en matière de politique extérieure. Mais la défaite contre la Chine en 1962 lui fait prendre conscience des limites de sa puissance et l'amène à opérer un premier virement. Pourtant, l'Inde avait tenté dès son indépendance de mener une politique d'amitié à l'égard de la Chine. Elle avait reconnu très tôt la Chine populaire et soutenu fermement la candidature de celle-ci à l'ONU. Mais cela ne suffit pas : la Chine craignant un renforcement de l'Inde dans la région, favorisé de surcroît par l'URSS, prend pour prétexte le contentieux territorial qui l'oppose à son voisin depuis le départ des Britanniques, pour lui infliger une leçon en s'emparant de la région aujourd'hui connue sous le nom d'Aksai Chin.

L'ampleur de la défaite militaire de l'Inde face à la Chine est telle que New Delhi en vient à reconsidérer toute sa politique de défense. Alors que, jusque-là, l'Inde avait consacré la grande majorité de son budget à des dépenses civiles de développement, elle quadruple son budget militaire et se lance dans un vaste programme de modernisation de ses forces armées. Elle se tourne en particulier vers l'URSS qui peu à peu deviendra son premier fournisseur en matière d'armements.

Une puissance régionale

Cette nouvelle politique contribue à faire de l'Inde une puissance régionale en Asie du Sud. Dans les années 1970, ses relations avec ses « petits » voisins se tendent. Elle ne cède pas au contentieux qui l'oppose au royaume hindou du Népal : celui-ci cherche une voie d'accès aux ports maritimes, mais l'Inde, désireuse de maintenir son influence sur Katmandou, continue de porter un regard sur le transit maritime. L'Inde a également des différends avec le Bangladesh, notamment sur la question du partage des eaux. Grâce au soutien soviétique, elle renforce par ailleurs son potentiel militaire dans l'océan Indien.

Durant les années 1980, l'Inde fait même figure de gendarme régional lorsqu'elle intervient en 1987 au Sri Lanka, où elle se porte garante de l'intégralité territoriale de l'île et se charge du maintien de l'ordre dans les régions à majorité tamoule. Il s'agit pour New Delhi d'exercer à la fois une pression sur Colombo pour qu'il fasse des concessions aux rebelles séparatistes tamouls du nord de l'île, et sur ces derniers, pour qu'ils mettent fin à leurs actions militaires contre le gouvernement sri lankais. Mais, cette opération se soldera par un fiasco pour le gouvernement indien, contraint de retirer ses troupes, et aura pour conséquence de geler, pour une période certes très brève, les relations entre les deux pays. L'Inde intervient également l'année suivante dans les îles Maldives, alors que le Président est menacé d'un coup d'Etat.

Ces relations tendues avec ses voisins n'empêchent pas l'Inde de se lancer dans une politique de coopération régionale. En 1985 est créée l'Association pour la coopération en Asie du Sud, la SAARC, sur l'initiative du Bangladesh. Mais cette association profite davantage aux petits pays comme le Bangladesh ou le Sri Lanka, avec lesquels l'Inde signe d'ailleurs des accords bilatéraux; l'Inde n'en tire que des bénéfices minimes, la part des échanges entre les pays membres ne constituant qu'entre 1 % et 2 % du commerce extérieur indien, tandis que la proportion des investissements directs de l'Inde dans la région atteint seulement 1 %. Mais par-dessus tout, ce qui constitue une entrave sérieuse au développement de la coopération régionale dans la zone du sous-continent indien est la forte tension qui oppose l'Inde au Pakistan.

Les guerres indo-pakistanaïses

La principale pomme de discorde entre les deux Etats voisins repose sur la question du Cachemire. Lorsqu'en 1947, l'Inde et le Pakistan deviennent indépendants, le Maharajah hindou du Cachemire Hari Singh, qui règne sur une majorité de musulmans, doit opter, comme tous les Etats princiers, pour l'Inde ou pour le Pakistan. Le Maharajah, qui rêve d'indépendance, hésite à rejoindre l'Inde, jusqu'à ce que les choses se précipitent en octobre 1947, lorsque des troupes armées pathanes venues du nord-ouest soutenir une rébellion dans la région de Poonch, envahissent le Cachemire. Hari Singh fait alors appel à l'Inde qui lui assure son soutien, à condition qu'il accepte le rattachement à l'Inde; il est entendu que ce rattachement doit être confirmé par un plébiscite. Mais c'est alors que l'armée pakistanaïse pénètre officiellement au Cachemire, provoquant une guerre avec l'Inde. Celle-ci se conclut en janvier 1949 sous l'égide de l'ONU par un accord de cessez-le-feu : le Cachemire est divisé en deux; le nord (appelé 'Azad Kashmir', ou Cachemire libre, par les Pakistanais) est contrôlé par le Pakistan et le sud (Jammu-et-Cachemire) par l'Inde, chacun bénéficiant les premières années d'une certaine autonomie.

La question du Cachemire témoigne de deux approches différentes de la nation par les deux Etats voisins. Le Pakistan considère que le Cachemire étant à majorité musulmane, il doit lui être automatiquement rattaché : après tout, avance le Pakistan, l'Inde a fait usage de la force en septembre 1947 pour que lui revienne l'Etat princier du Junagadh à majorité hindoue. L'Inde, elle, argue du fait que le Cachemire a été rattaché légalement à l'Inde et, surtout, qu'en tant qu'Etat laïque, elle ne saurait admettre qu'une partie de son territoire soit revendiquée par les Pakistanais uniquement sur la base de l'appartenance religieuse de la majorité de ses habitants. Plus tard, lorsque se feront jour, en Inde, des mouvements séparatistes au Punjab, dans l'Assam, etc., naîtra alors aussi la crainte à New Delhi qu'en cédant sur le Cachemire, l'Inde coure le risque de voir d'autres de ses

régions développer des velléités d'autonomie, voire d'indépendance. En tout état de cause, elle se dérobera à toute organisation d'un référendum au Cachemire, tel qu'il avait été prévu par une résolution de l'ONU.

Il est également essentiel de conserver à l'esprit le caractère hautement stratégique du Cachemire, situé à la frontière non seulement entre le Pakistan et l'Inde mais partageant également une frontière avec la Chine, concurrente directe de l'Inde dans la région pour le statut de plus grande puissance. En second lieu, le Cachemire est traversé par le haut bassin de l'Indus, indispensable pour le système d'irrigation du Pakistan. Il constitue donc une arme de pression potentielle pour l'Inde. Enfin, on peut ajouter que la question du Cachemire est progressivement devenue un enjeu d'identité nationale pour l'Inde et plus encore probablement pour le Pakistan : à chaque crise grave, elle refait surface comme si elle seule était susceptible de mobiliser et de rassembler la population derrière son gouvernement.

Les relations entre les deux pays ne feront que s'envenimer par la suite lorsque l'Inde, inquiète face à ce qu'elle considère comme des tentations indépendantistes de la part des *leaders* cachemiris locaux (notamment Sheikh Abdullah) commence à partir de 1953 à rogner progressivement l'autonomie du Cachemire. En 1957, elle franchit un pas décisif en modifiant l'article 370 de la Constitution, qui accordait une plus grande autonomie au Cachemire : désormais, le territoire est pleinement intégré à l'Union indienne, avec un statut proche de celui des autres Etats indiens.

Cette décision sera le prélude à la deuxième guerre indo-pakistanaise. Profitant du mouvement de réaction au Cachemire à la politique de l'Inde, l'armée pakistanaise pénètre au Cachemire en septembre 1965, provoquant ainsi la deuxième guerre avec le voisin indien. Mais le conflit ne dure pas : il prend fin quelque trois semaines plus tard, sur la pression de l'ONU. La guerre n'a rien changé et le *statu quo* est maintenu. A la conférence de Tachkent de 1966, qui réunit Indiens et Pakistanais avec la médiation soviétique, les gains territoriaux de l'Inde sont annulés mais aucun règlement du conflit n'est esquissé. Le Pakistan continue de réclamer un plébiscite au Cachemire tandis que l'Inde campe sur ses positions : pour elle, le Cachemire est un Etat indien à part entière.

Une troisième guerre oppose bientôt le Pakistan à l'Inde. Elle ne s'inscrit pas cette fois dans le cadre de la question du Cachemire, mais résulte du mouvement d'indépendance du Bangladesh. Face à la politique discriminatoire du Pakistan occidental, le Pakistan oriental montre des velléités d'indépendance. En décembre 1970, des élections générales ont lieu au Pakistan. Elles sont un triomphe pour la Ligue Awami de Mujibur Rahman, futur chef de gouvernement du Bangladesh indépendant. Refusant le verdict des urnes, Islamabad lance une offensive meurtrière contre l'aile orientale. Mujibur Rahman est arrêté, des milliers de civils sont assassinés, quelque dix millions de Bengalis se réfugient en Inde. Invoquant le problème des réfu-

giés, l'Inde entre en guerre contre le Pakistan le 3 décembre 1971. Dès le 16 décembre, l'armée indienne s'empare de Dhaka, faisant ainsi subir aux troupes pakistanaises une cuisante défaite. Mujibur Rahman est libéré et devient le premier chef de gouvernement du Bangladesh indépendant.

L'Inde n'en profite cependant pas pour étendre la guerre vers l'ouest et tenter de s'emparer du Cachemire pakistanais. Les deux Etats signent en 1972 le Traité de Simla, qui reste à cette date une référence dans les relations indo-pakistanaises, surtout du point de vue indien. L'Inde et le Pakistan s'engagent désormais « à régler leurs différends par des moyens pacifiques grâce à des négociations bilatérales ou par tout autre moyen pacifique convenu entre eux ». Il est également convenu que la ligne de cessez-le-feu de 1947 « devra être respectée par les deux pays sans préjudice pour la position de partie adverse. Aucune partie ne cherchera à l'altérer unilatéralement, quelles que soient leurs divergences et les interprétations légales » (3). Mais, du point de vue pakistanais, la question du Cachemire n'est toujours pas réglée, Islamabad continuant à maintenir la pression sur l'Inde pour que celle-ci organise un référendum. La mauvaise gestion par New Delhi de la vie politique au Cachemire – manipulations, fraudes électorales – et surtout les exactions de l'armée indienne stimulent, à partir des années 1990, les groupes cachemiris militants les plus violents, bientôt soutenus par des groupuscules islamistes appuyés par Islamabad.

La tension entre l'Inde et le Pakistan connaît une nouvelle apogée lors du conflit de Kargil en 1999, à un moment où l'Inde comme le Pakistan ont rejoint depuis un an le cercle des puissances disposant de l'arme nucléaire, un facteur aggravant dans la tension qui oppose les deux Etats voisins. Appuyées par des combattants islamistes, des troupes pakistanaises s'infiltrèrent en territoire indien au printemps 1999, profitant de la fonte des neiges, et occupent la région stratégique de Kargil sur les sommets de l'Himalaya : le Pakistan espère de la sorte internationaliser la question du Cachemire.

Mais c'est l'Inde qui sort victorieuse du conflit, sinon sur le plan militaire (sa réaction tardive lui fait initialement perdre beaucoup d'hommes), du moins sur le plan diplomatique : la retenue dont elle fait preuve lui attire le soutien des grandes puissances. En juillet 2001, New Delhi et Islamabad font une nouvelle tentative de rapprochement, lors du sommet d'Agra en Inde, mais la rencontre se solde par un échec, les négociations achoppant à nouveau sur la question du Cachemire. La tension entre les deux pays reste vive à ce jour. Elle a surtout été ravivée dans les suites du 11 septembre, à la toute fin 2001, avec un regain de tension lié à des attentats islamistes contre le Parlement indien. Les autorités indiennes ont estimé que ces attentats traduisaient la complicité, au moins passive, de services pakistanais avec les groupes terroristes actifs au Cachemire, et les deux pays, soucieux

(3) Jean-Luc RACINE, « Exister face à l'Inde : les relations pakistano-indiennes », in Christophe JAFFRELOT, *Le Pakistan*, Paris, Fayard, 2000, p. 219.

d'obtenir le soutien des Etats-Unis, se sont lancés dans une dangereuse escalade militaire (*infra*).

Les essais nucléaires et la recherche d'une « juste place » sur la scène mondiale

Au-delà des enjeux régionaux, se pose progressivement pour l'Inde, la question de son rôle dans l'arène internationale. Les années 1990 constituent à cet égard un tournant dans la politique étrangère de l'Inde, New Delhi entamant à partir de cette décennie une politique destinée à signifier au monde que l'Inde tient à occuper une « juste » place sur la scène mondiale. Cette politique a vu son apogée lors des essais nucléaires de 1998. Si ceux-ci ont été l'œuvre des nationalistes hindous, lesquels, actuellement au pouvoir en Inde dans un gouvernement de coalition, nourrissent précisément une vision de l'Inde marquée par une volonté de puissance et une aspiration à la reconnaissance internationale, ils n'ont pas été critiqués sur le fond par les partis d'opposition. La politique de défense indienne actuelle reflète un quasi-consensus au sein du système politique indien. En procédant à ces explosions nucléaires, l'Inde est en tout état de cause sortie de l'ambiguïté qu'elle entretenait depuis son premier essai en 1974. En contraignant le Pakistan à riposter par ses propres essais, elle a en quelque sorte avalisé le principe de dissuasion nucléaire.

A long terme, c'est un double objectif que vise la politique nucléaire de l'Inde : garantir la sécurité du pays en toute autonomie et négocier sa place dans le monde des superpuissances. Un an après les essais nucléaires, les services du Premier ministre ont rendu publique une « doctrine nucléaire » qui envisage notamment d'équiper d'armes nucléaires des vecteurs basés sur l'eau, sur terre, ou installés sur des avions. Le gouvernement a aussi décidé de développer un programme de missiles très ambitieux, « *Agni II* », dont la portée serait de 2 000 km.

Si les essais nucléaires indiens ont eu pour effet immédiat une imposition de sanctions, notamment de la part des Etats-Unis et du Japon, celles-ci ont été rapidement allégées. Surtout, la visite en Inde du Président Bill Clinton, en mars 2000, la première d'un Président américain depuis 1978, suivie de celle du Premier ministre indien Atal Bihari Vajpayee aux Etats-Unis au mois de septembre de la même année, témoignent de l'intérêt nouveau porté à l'Inde par la puissance américaine. Le Premier ministre fut reçu avec tous les honneurs, contrairement à nombre de ses prédécesseurs, comme Nehru lui-même, dont la visite aux Etats-Unis avait été considérée comme un échec.

Cette nouvelle importance de l'Inde aux yeux des Américains doit être notamment resituée dans le contexte du pouvoir militaire croissant de la Chine, l'Inde apparaissant dès lors comme le seul pays susceptible de maintenir l'équilibre des pouvoirs dans la région. Preuve en est la proposition du

Président George W. Bush, d'inclure l'Inde dans son système de bouclier anti-missiles qui vise avant tout la Chine dans la région. L'Inde s'est empressée d'accepter, s'éloignant ainsi un peu plus de ses (anciens) principes de non-alignement. De son côté, le Pakistan cesse d'occuper par ailleurs la part qui était la sienne durant la Guerre froide dans la stratégie régionale américaine. Outre les réserves provoquées par le coup d'Etat militaire d'octobre 1999, il est alors perçu de plus en plus comme un pays favorisant le terrorisme. En témoigne la visite éclair de Bill Clinton au Pakistan en mars 2000, durant laquelle son discours à l'adresse du peuple pakistanais sur la chaîne télévisée pakistanaise, est apparu avant tout comme un discours de remontrances à l'encontre d'un pays confronté à des difficultés sans précédent.

L'évolution des rapports avec la Russie

Pour ce qui est des relations indo-russes, les deux pays ont encore des intérêts stratégiques communs et la Russie continue d'être pour l'Inde l'un de ses principaux fournisseurs en matière d'armement lourd. Pourtant, les relations entre les deux pays ont été marquées par un certain effritement après l'effondrement de l'Union soviétique. Mais elles ont repris après les essais nucléaires. Le relatif isolement politique dans lequel fut immédiatement plongée l'Inde, pour une courte durée il est vrai, l'a incitée à intensifier sa coopération stratégique avec la Russie. En décembre 1998, le Premier ministre Primakov a signé à New Delhi un accord de coopération et d'amitié assorti de contrats d'armement concernant notamment la location d'un porte-avions jaugeant 4 000 tonnes.

La visite du Président russe Vladimir Poutine, en octobre 2000, a eu pour effet de renforcer plus encore la relation bilatérale entre Moscou et New Delhi. Lors de cette visite, les deux pays ont signé une déclaration commune de partenariat stratégique dans laquelle ils s'engagent notamment à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et à coopérer dans la lutte contre le terrorisme international, ce qui vise le Cachemire pour l'Inde, et la Tchétchénie pour la Russie. Quant au problème afghan, New Delhi et Moscou ont les mêmes inquiétudes portant sur les questions du terrorisme, du trafic de drogue et de l'instabilité régionale, qui menace en particulier l'Asie centrale.

Cette déclaration a été assortie d'un traité de défense, en vertu duquel l'Inde doit acquérir notamment un certain nombre de tanks (300 *T-90*), une licence pour la production d'avions de combat (150 *Sukhoi*), et louer un porte-avions. La Russie doit également fournir à l'Inde des réacteurs destinés à faire fonctionner une usine nucléaire qui devrait bientôt voir le jour au Tamil Nadu, et aider l'Inde à mettre à jour les systèmes de sécurité dans ses installations nucléaires. Evalué à trois milliards de dollars, cet accord de défense devrait pouvoir renforcer la capacité de défense de l'Inde et satisfaire ses besoins à long terme. Il marque donc non seulement un nouvel élan dans la coopération technique et militaire bilatérale des deux pays, mais est

aussi potentiellement symptomatique d'une nouvelle ère dans les relations de défense qui entrent dans une nouvelle phase : Moscou n'est désormais plus un simple fournisseur (ce qu'il restait jusqu'à présent), puisqu'il a donné un accord de licence et a accepté de transférer la documentation technologique nécessaire pour fabriquer des avions de combat en Inde.

Il reste que la visite de Poutine a été fort loin de susciter le même enthousiasme que celle de Clinton en mars 2000, tant au sein de la population qu'au gouvernement. Celui-ci, tout en voyant la Russie comme un vieil allié et tout en demeurant très critique vis-à-vis des États-Unis, cherche avant tout à se rapprocher de ce pays, d'autant plus que la Russie a non seulement perdu son statut de superpuissance mais apparaît en outre comme un pays pauvre.

En tout état de cause, le traité indo-russe témoigne de la nouvelle politique de défense de l'Inde, aujourd'hui plus que jamais résolue à renforcer son potentiel militaire. Le gouvernement en a fait « l'éclatante » démonstration avec les essais nucléaires, mais il cherche également à renforcer son matériel conventionnel : l'armée de l'air indienne projette ainsi d'acheter des avions de combat dans les dix à quinze ans à venir, pour un coût estimé à 25 milliards de dollars. Les fournisseurs seront tout aussi français (achat de *Mirage 2000*), britanniques (approvisionnement en avions *Hawks*), qu'israéliens (acquisition d'avions *Faucon* et d'hélicoptères), ce qui témoigne de la volonté de diversification des sources indiennes d'approvisionnement.

L'ambiguïté des relations avec la Chine

Quant aux rapports de l'Inde avec la Chine, si les héritiers de la tradition nehruvienne, qui se retrouvent notamment au sein du Parti du Congrès, ne nourrissent pas d'antagonisme particulier envers la Chine, il n'en va pas de même des ultra-nationalistes, lesquels, aujourd'hui au pouvoir en Inde, sont nombreux à voir en elle le principal ennemi de la nation indienne. C'est dans ce sens qu'allait notamment le discours tenu par le ministre de la Défense, lequel, en désignant un ennemi de poids, cherchait en fait à justifier les essais nucléaires. Le gouvernement indien a cependant par la suite modéré ses prises de position, et un dialogue entre Pékin et New Delhi a repris en 1999. Il n'en demeure pas moins que les échanges sino-indiens restent encore très faibles.

Les deux pays partagent des analyses communes sur l'hégémonie américaine et la suprématie du G7, s'opposant en d'autres termes tous deux à un monde unipolaire, mais une méfiance réciproque continue de marquer leurs rapports, New Delhi comme Pékin prétendant à la position de *leader* dans la zone asiatique. Or, déjà certains pays d'Asie du Sud-Est tendent à voir dans l'Inde nouvelle un possible contrepoint à la Chine dans la région. Enfin, si toute la politique étrangère de l'Inde vise actuellement à consolider ses liens avec les États-Unis, elle n'avalise pas pour autant l'idée d'un

monde multipolaire et cultive également des relations à cette fin avec l'Union européenne, notamment la France, avec laquelle elle a engagé un dialogue stratégique (4).

L'après-11 septembre

Les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center à New York et contre le Pentagone à Washington semblent avoir de nouveau bouleversé la donne. Les Etats-Unis, convaincus de l'implication dans les attentats du millionnaire saoudien Osama Ben Laden, protégé par le régime des Talibans depuis 1996, se sont lancés dans une guerre contre l'Afghanistan en octobre. Pour mener à bien leur combat contre le terrorisme, ils s'appuient non pas sur l'Inde, ainsi que celle-ci l'aurait souhaité, mais sur le Pakistan, qu'ils ont littéralement forcé à devenir à nouveau leur allié le plus précieux dans la région, au moins le temps d'une nouvelle guerre. L'Inde éprouve pour l'heure déception et amertume face à ce rapprochement entre Washington et Islamabad, alors qu'elle est elle-même victime depuis une décennie du terrorisme au Cachemire, financé par les Pakistanais. Ces derniers ont de surcroît installé au pouvoir les Talibans devenus par la suite les cibles privilégiées des Américains dans leur lutte contre le terrorisme.

Mais cette alliance entre les Etats-Unis et le Pakistan se fera-t-elle véritablement au détriment de l'Inde ? Rien n'est moins sûr. Certes, les Américains ont levé, au grand dam de l'Inde, les sanctions qui pesaient contre le Pakistan depuis les essais nucléaires et le coup d'Etat du général Pervez Musharraf en octobre 1999, et lui ont promis une aide financière et militaire massive. Néanmoins, l'Inde devrait demeurer, ou redevenir rapidement, un partenaire privilégié des Etats-Unis une fois la guerre contre l'Afghanistan terminée, et cela pour au moins deux raisons : l'Inde apparaît aujourd'hui plus que jamais comme le véritable élément de stabilité en Asie du Sud et elle profitera sans doute de la situation pour faire valoir sa candidature au rang de grande puissance – afin notamment d'obtenir un siège au Conseil de sécurité, qu'elle n'a cessé de réclamer depuis plusieurs années ; en second lieu, la politique économique de libéralisation qu'elle a engagée à partir du début des années 1990 se poursuit aujourd'hui encore, avec notamment les Etats-Unis comme plus gros partenaire commercial.

UNE PUISSANCE ÉCONOMIQUE ÉMERGENTE

Deux grandes phases peuvent être distinguées dans l'histoire économique de l'Inde contemporaine : la période 1947-1991, où l'Inde a suivi un modèle autocentré, et celle allant de 1991 à aujourd'hui, où le pays s'est lancé dans une politique économique de libéralisation.

(4) Jean-Luc RACINE, « La transition indienne », *Futuribles*, n° 258, novembre 2000, p. 51.

1947-1991 : Un modèle de développement autocentré

Durant cette première phase, l'Inde connaît une économie mixte soumise à de très fortes barrières protectionnistes. Les contrôles étatiques ont un rôle décisif (les industries-clefs sont notamment placées sous le contrôle de l'Etat), de même que le secteur public, qui jouit de larges monopoles. Grâce à la politique d'industrialisation lourde engagée sur l'initiative de Nehru, désireux de voir l'Inde devenir autosuffisante et avoir les moyens de fabriquer ce que le marché intérieur peut absorber, le socle industriel indien est solide; mais la technologie est souvent obsolète. La productivité est faible, tandis que les entrepreneurs potentiels voient leurs tentatives ralenties, voire bloquées par le *license Raj* ou le « règne des permis », arme redoutable d'une bureaucratie corrompue. La politique alimentaire s'appuie sur la révolution verte, lancée par Indira Gandhi; elle permet de contrer avec succès la réapparition de la disette, voire de la famine, dans plusieurs régions de l'Inde frappées par la sécheresse, mais n'élimine pas la malnutrition des plus pauvres. Le taux de croissance du produit national brut avoisine régulièrement les 3,5 % par an (à tel point que l'on parle avec dérision dans les milieux économiques « d'un taux de croissance hindou »), tandis que la croissance démographique est de l'ordre de plus de 2 %.

Une politique économique plus libérale est observée dans les années 1980, mais elle reste encore timide. Il faudra attendre les années 1990 pour que s'opère le véritable tournant libéral. La nouvelle politique économique mise en place par le Congrès est précipitée par l'effondrement de l'Union soviétique, qui est alors le deuxième grand partenaire de l'Inde derrière les Etats-Unis, et la guerre du Golfe (janvier 1991), qui coûte trois milliards de Dollars à l'Inde en raison non seulement de la hausse de la facture pétrolière, mais aussi de la perte des transferts de devises (*remittances*) envoyées par les travailleurs indiens employés dans cette région. L'Inde traverse en outre à l'époque la plus grande crise de la balance des paiements de son histoire.

1991-2001 : Une décennie de libéralisation

En 1991, date charnière, le gouvernement de Narasimha Rao ouvre donc une nouvelle page dans l'histoire économique du pays. Le secteur public est ouvert – télécommunications, aviation, construction navale, acier, etc. –, prudemment certes, aux capitaux privés. Les investissements étrangers et les importations sont progressivement libéralisés. La Roupie devient convertible pour les échanges commerciaux, tandis que les droits de douane sont abaissés considérablement et que les réglementations limitant l'expansion du secteur privé sont allégées.

Cette politique s'accompagne d'une réforme fiscale (réduction notamment des impôts sur les sociétés et les grandes fortunes) et d'une réforme du système bancaire et boursier, de manière à stimuler la production industrielle

et l'esprit d'entreprise. L'impact de la libéralisation est rapidement visible. Le taux de croissance augmente : il atteint les 7 % pendant trois années consécutives, jusqu'en 1997, où commence une mini-récession. Mais celle-ci ne dure pas et, malgré un environnement régional marqué par la crise asiatique, l'Inde retrouve des taux de croissance de 5 à 6 % annuels sans pour autant générer des tensions inflationnistes. La production agricole favorisée par de bonnes moussons continue de croître.

L'Inde n'en souffre pas moins d'un déficit budgétaire s'élevant à 7 % du PNB et d'une dette extérieure avoisinant les 93 milliards de Dollars. Le service de la dette grève environ 28 % des recettes d'exportations du pays. Les déficits publics atteignent même 10 % du PNB, si l'on y ajoute ceux des Etats fédérés et des entreprises publiques dont l'inefficacité est légendaire. La baisse des impôts n'a pas d'autre part accru les rentrées d'argent. Le pays est aussi pénalisé par sa faible capacité à attirer les investissements étrangers – moins de 2 milliards de Dollars par an. Mais, ce qui constitue aujourd'hui encore l'un des obstacles majeurs au décollage de l'économie indienne est la question des infrastructures (routes, ports, voies ferrées, énergie, télécommunications), dont la modernisation devraient coûter à l'Etat des centaines de milliards de Dollars. Le gouvernement vient de lancer deux grands projets dans le domaine routier : l'un envisage la construction de 13 000 km d'autoroutes nationales; l'autre prévoit une connexion de tous les villages ayant une population de plus de 500 habitants. Ces projets devraient s'étendre sur au moins sept ans.

Le programme électoral de la coalition aujourd'hui au pouvoir promettait de faire en sorte que l'Inde attire 10 milliards de Dollars d'investissements extérieurs tous les ans, signe que la coalition s'est émancipée des tendances protectionnistes des nationalistes hindous, très critiques vis-à-vis de la « corruption » de la culture indienne par les biens et les modèles de consommation occidentaux. C'est dans cet état d'esprit qu'une nouvelle loi a été votée à l'automne 1999, afin d'ouvrir le secteur de l'assurance à des capitaux privés et étrangers. Cette loi autorise les firmes étrangères à posséder jusqu'à 40 % d'une compagnie indienne (5).

LE *SOFT POWER*

Cet examen ne serait pas complet s'il n'évoquait le développement du *Soft Power* indien à travers deux paramètres : la culture et la diaspora.

(5) Christophe JAFFRELOT, *L'Inde en 1999*, Hachette Multimédia, Paris, 2000.

L'influence culturelle

Outre le fait que la civilisation indienne s'est étendue jusqu'en Asie du Sud-Est, le rayonnement culturel de l'Inde à travers le monde mérite également l'attention. Dans le domaine littéraire, plusieurs écrivains jouissent d'une stature internationale et certains d'entre eux ont vu leurs œuvres récompensées par des prix littéraires parmi les plus prestigieux (prix Nobel de littérature décerné à l'écrivain bengali Rabindranath Tagore et au Trinitado-Anglais d'origine indienne, V.S. Naipaul; *Booker Prize* décerné aux écrivains de langue anglaise Salman Rushdie et Arundhati Roy). La musique indienne foisonnante rencontre un succès croissant à travers le monde (les Ravi Shankar, Zakir Husain et autres Shiv Kumar Sharma font salle comble à New York comme à Paris), tandis que la cuisine indienne, à en croire la multiplication des restaurants en Europe et aux Etats-Unis notamment, s'est hissée, ou presque, au rang des cuisines parmi les plus prisées aujourd'hui aux côtés des cuisines chinoise, française et italienne.

Mais c'est avant tout le cinéma indien – le cinéma populaire de Bombay en particulier – qui rencontre un succès foudroyant, en Inde même d'abord, et bien au-delà. Le cinéma est en Inde une véritable industrie : les capitaux investis dans ce secteur, lequel produit chaque année entre 700 et 800 films, rapportent par an près de 3 milliards de francs à l'Etat. La majorité des films réalisés sont des films commerciaux, regardés avec autant d'enthousiasme à Bombay qu'à Nairobi, Riyad ou Kuala Lumpur, y compris donc par des audiences non indiennes. Même Israël et le Japon sont devenus friands de films indiens populaires. Quant au cinéma d'auteur, bien qu'il n'attire pas un nombre comparable de spectateurs, il a produit plusieurs metteurs en scène à la renommée internationale : Satyajit Ray, Mrinal Sen, Shyam Benegal, etc. C'est d'ailleurs un metteur en scène indien, Mira Nair, qui a reçu en 2001 le Lion d'or au festival de Venise, pour son film, *Monsoon Wedding*.

La diaspora

Second paramètre du *Soft Power* de l'Inde : la diaspora. De date fort ancienne – son histoire remonte à quelque 2 500 ans – la diaspora indienne comprend aujourd'hui entre 14 et 18 millions d'individus. Si ces chiffres demeurent très bas par rapport à la population indienne totale, la diaspora indienne n'en constitue pas moins numériquement la deuxième diaspora dans le monde après celle des Chinois. Bien que les Indiens se soient implantés sur pratiquement l'ensemble de la planète, leur présence est particulièrement importante dans les régions suivantes : Grande-Bretagne, Etats-Unis et Malaisie (1,5 million chacun), Afrique du Sud (1 million), Sri Lanka (800 000), île Maurice (660 000), Trinidad (450 000), Birmanie (400 000), Guyana (380 000), Fiji (340 000). Ils sont 2 millions dans les pays du Golfe –

mais il s'agit d'une migration provisoire – et forment dans des pays comme l'Australie (100 000), des communautés au poids démographique croissant. Enfin, la France métropolitaine compte près de 50 000 Indiens.

Cette diaspora est loin de former un bloc homogène, la condition socio-économique actuelle des Indiens de l'étranger variant considérablement d'un pays à l'autre : relégués au bas de l'échelle sociale dans certaines régions, les Indiens forment des communautés particulièrement prospères dans d'autres. Dans le Golfe, ils occupent pour beaucoup des positions peu élevées dans la hiérarchie sociale, mais n'en représentent pas moins une manne financière importante pour leur pays d'origine, grâce à leurs devises. Leur situation socio-économique peut même varier énormément au sein d'un même pays : en Grande-Bretagne, 1/5 des Indiens est relégué au bas de l'échelle sociale, mais deux fois plus d'Indiens que de Blancs se trouvent dans les professions libérales. Si l'Amérique du Nord et l'Australie connaissent des variations similaires, leur diaspora indienne n'en a pas moins connu une réussite socio-économique exemplaire.

Les Etats-Unis attirent tout particulièrement depuis les années 1960, des populations (comprenant médecins, ingénieurs, informaticiens...) occupant des positions extrêmement élevées dans l'échelle sociale : les Indiens, qui y représentent l'une des minorités ethniques les plus riches (avec un pouvoir d'achat de 20 milliards de Dollars), ont un niveau d'instruction largement supérieur à celui des Blancs (ils sont trois fois plus nombreux que ces derniers à avoir un diplôme équivalent ou supérieur à la licence). C'est ainsi que plus d'un tiers des employés de Microsoft et des ingénieurs de la NASA se compose d'Indiens. Ces derniers dirigent environ 780 compagnies *high-tech* de la Silicon Valley, produisant un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de Dollars et employant 16 000 personnes. Certes, la récession actuelle aux Etats-Unis qui touche de plein fouet les informaticiens indiens est susceptible de modifier quelque peu ce tableau, et les attentats du 11 septembre peuvent avoir pour effet une diminution substantielle du nombre de visas alloués aux Indiens dans les années à venir. Néanmoins, les Indiens se sont solidement implantés aux Etats-Unis et la crise actuelle ne devrait pas bouleverser spectaculairement cet état de fait.

Depuis les années 1990, les Indiens se sont en outre lancés dans une politique de *lobbying* auprès des autorités américaines (en faveur notamment de leur pays d'origine), qui a rencontré un succès croissant. En témoigne la hausse sensible du nombre de sénateurs et représentants faisant partie du *caucus* indien. Le *caucus*, qui est un regroupement informel de sénateurs et de représentants au sein du Congrès américain, est un indicateur de l'influence d'un groupe dans l'arène politique. En 1993, le *caucus* indien (ou *Congressional Caucus on India and Indian-Americans*) comprenait seulement huit membres ; en 1998, il en incluait 101 ; en 2000, ce chiffre atteignait 122,

ce qui en faisait l'un des *caucus* les plus importants aujourd'hui aux Etats-Unis.

Surtout, c'est le seul *caucus* de cette taille qui n'inclue aucun membre du groupe national ou ethnique qu'il est censé représenter; il faut dire qu'aucun Indien n'occupe actuellement de siège de représentant ou de sénateur aux Etats-Unis. Il est difficile d'évaluer l'impact exact du *lobby* indien; toutefois, on attribue en partie à celui-ci la signature, en juillet 1999, de l'accord de Washington qui a mis fin à la guerre de Kargil entre l'Inde et le Pakistan à l'avantage de l'Inde (6). En tout état de cause, on observe à présent aux Etats-Unis une mobilisation politique croissante de la communauté indienne, même si c'est avant tout sa puissance économique qui représente aujourd'hui sa force majeure.

L'Inde, consciente de la puissance économique de sa diaspora, porte à celle-ci un intérêt grandissant. Le pays, premier exportateur au monde de main-d'œuvre qualifiée, gagne en moyenne 2 milliards de Dollars par an grâce aux fonds envoyés par les *Non-Resident Indians* (NRI), ainsi qu'ils sont appelés en Inde. Mais on s'y inquiète de la fuite des cerveaux. Durant les deux dernières décennies, au moins 10 000 des meilleurs étudiants en science et en ingénierie ont émigré aux Etats-Unis. Aussi s'interroge-t-on aujourd'hui sur les moyens de les retenir, ou du moins sur la possibilité d'inciter la diaspora à contribuer davantage à l'économie indienne, en participant notamment au financement de la formation des futures élites. C'est dans cet état d'esprit que le gouvernement a récemment allégé les contraintes administratives qui entravaient les investissements des émigrants.

*
* *

L'Inde, terre des paradoxes par excellence, n'a pas fini de résoudre ses contradictions internes. Celles-ci sont avant tout flagrantes dans le domaine économique et social – les disparités en la matière sont loin d'avoir disparu – et sont également apparentes dans le domaine politique. En effet, l'Inde officiellement laïque, est actuellement gouvernée par une coalition dirigée par des nationalistes hindous qui professent une idéologie ne laissant guère de place aux minorités, notamment musulmanes et chrétiennes. Si les droits de ces minorités sont encore protégés, celles-ci ne s'en sentent pas moins très exposées.

Malgré ces contradictions, le pays, dont la diversité foisonnante même constitue l'une de ses plus grandes richesses, dispose de bien des atouts pour devenir l'une des grandes puissances de demain : régime démocratique et

(6) Aminah MOHAMMAD-ARIF, « The Lobbying Game of the Indian and Pakistani Diasporas in the United States », communication présentée au colloque du CERI, « South Asia in the International Relations », le 18 décembre 2000.

stable, économie en voie de décollage, technologies de pointe, réservoir de main-d'œuvre qualifiée, arme nucléaire, *Soft Power* incarné notamment par sa culture bourgeonnante et sa diaspora émergente sont autant d'éléments, qui devraient assurer prochainement à l'Inde une place dans le monde multipolaire qu'elle appelle de ses vœux.